

# LES ENNEMIS DU FRANÇAIS SONT LES PIRES ENNEMIS DU CANADA ET DE L'EMPIRE

AINSI PARLE, A LONDRES, M. HENRI BOURASSA. — IL DECLARE QUE SEUL, LE MAINTIEN DE L'ELEMENT FRANÇAIS, AVEC TOUTES SES CARACTERISTIQUES, AVEC SA LANGUE, ASSURERA LA CONSERVATION DE L'UNITE CANADIENNE.

"Le cabinet britannique entend rester le seul maître de la politique impériale... C'est parfait ! Mais alors que l'Angleterre porte seule les conséquences de cette politique, qu'elle porte seule le fardeau de la flotte et des guerres impériales !"

La dépêche suivante, de notre correspondant de Londres, est arrivée trop tard pour publication dans le Devoir d'hier. On ne la lira pas moins avec intérêt. Elle précise la portée et le caractère du dernier discours de M. Bourassa à Londres.

Londres, 26 juin.

Hier, au déjeuner du Liberal Colonial Club présidé par sir Edward Cooke, député, M. Henri Bourassa a expliqué les origines et le but du mouvement nationaliste canadien.

Ce mouvement, a-t-il dit en résumé, est né de la guerre sud-africaine. Il s'est affirmé d'abord comme une protestation contre une guerre injuste, puis comme une réaction contre l'impérialisme sous sa triple forme militaire, commerciale et politique.

Le programme de la Ligue nationaliste, qui fut sa première formule, réclamait l'autonomie du Canada dans l'Empire et l'autonomie des provinces dans la Confédération, avec toute une série de réformes relatives au développement des ressources naturelles du pays et à l'administration du domaine national. Nous étions partisans d'un tarif modéré pour protéger le Canada contre l'invasion des produits américains et assurer l'indépendance économique du Canada.

Nous sommes totalement opposés à l'idée que le Canada doive être "attaché" à l'Empire par des liens commerciaux. Ce n'est pas à raison des avantages matériels qu'ils y peuvent trouver que les nationalistes et les Canadiens-français en général sont "britanniques", et si jamais ils réclament l'indépendance ce sera pour d'autres motifs. Leur patriotisme et leur loyalisme ne sont ni à vendre, ni à acheter.

Si un jour ou l'autre, et pour son propre avantage, l'Angleterre décide d'adopter un tarif protecteur, les nationalistes seraient prêts à négocier avec elle une entente douanière, sur un pied d'égalité.

## LA DEFENSE NAVALE

Pour ce qui est de la défense navale, a répété l'orateur, nous sommes opposés aux politiques proposées par les deux partis, et la situation actuelle démontre la force réelle du sentiment que nous traduisons puisque, cinq ans après l'adoption par la Chambre, à l'unanimité, de la résolution du 29 mars 1909, nous constatons que la marine libérale a été défaite et la contribution d'urgence proposée par les conservateurs bloquée, — double échec dont la signification est évidente.

L'opposition nationaliste s'inspire d'un double motif :

De la situation de fait d'abord. Le Canada est un continent, tandis que la Nouvelle-Zélande et l'Australie sont des îles. Puis la doctrine Monroe, inventée par le ministre anglais Canning et soutenue par tous les ministres britanniques, y compris sir Edward Grey, le ministre des Affaires étrangères d'aujourd'hui, nous met dans une situation particulière qui n'est celle ni de l'Australie, ni de la Nouvelle-Zélande. Il est faux d'ailleurs que la politique anglaise puisse nous offrir la protection que l'on dit. Contre les Etats-Unis, la protection de l'Angleterre serait illusoire ; elle ne pourrait nous offrir aucun secours vraiment efficace. Et contre les pays étrangers, le voisinage des Etats-Unis est pour nous une protection plus certaine que la marine britannique. En dehors des Etats-Unis, nos seuls ennemis possibles sont le Japon — allié de l'Angleterre, et les Indes, possession anglaise.

Le deuxième motif de notre opposition est d'ordre constitutionnel. Le Canada est colonie anglaise parce que l'Angleterre l'a conquis et le garde ; il est exposé à tous les stigmates de la politique et des guerres anglaises. L'Angleterre est obligée de le défendre ; c'est la conséquence de la souveraineté impériale ; c'est le principe qui est incarné dans l'entente conclue en 1863 entre l'Angleterre et le Canada, et respectée jusqu'en 1899.

Chamberlain lui-même reconnaissait la corrélation nécessaire entre les contributions des colonies à la défense générale de l'Empire, avec

leur participation aux guerres impériales, et leur représentation dans les conseils de l'Empire. A la conférence impériale de 1907, le premier ministre Campbell Bannerman déclarait que la direction de la politique extérieure et le fardeau de la défense impériale sont des choses qui se tiennent. A la conférence de 1911, M. Asquith affirmait solennellement que l'autorité suprême sur la politique extérieure, sur l'armée et la flotte qui en sont l'instrument et la sanction sont choses qui ne peuvent être partagées. Pour justifier sa contribution, M. Borden a inventé l'urgence et annoncé un changement d'attitude de la part des autorités impériales, mais M. Harcourt, ministre des Colonies, s'est empressé de le corriger et de répéter la déclaration et l'attitude de M. Asquith. Il a pris le soin de réaffirmer que le comité de la Défense impériale où l'on nous offre un siège est purement consultatif.

ET LE CABINET BRITANNIQUE RESTE ET ENTEND RESTER LE SEUL MAITRE DE LA POLITIQUE IMPERIALE, DU GOUVERNEMENT DES INDES, DE LA DIRECTION DES AFFAIRES ETRANGERES. C'EST PARFAIT ! MAIS ALORS QUE L'ANGLETERRE PORTE SEULE LES CONSÉQUENCES DE CETTE POLITIQUE, QUELLE PORTE SEULE LE FARDEAU DE LA FLOTTE ET DES GUERRES IMPERIALES !

Si, plus tard, l'Angleterre change d'avis, qu'elle demande l'aide des colonies et leur propose le partage de l'autorité impériale, les nationalistes écouteront et discuteront froidement la proposition nouvelle.

## NOTRE DEVOIR LE PLUS PRESANT

Mais le devoir le plus pressant qui s'impose aujourd'hui aux citoyens du Canada c'est d'édifier et d'unifier leur pays. Pendant qu'ils discutent à perte de vue sur le salut de l'Empire, les politiciens laissent se creuser, entre l'Est et l'Ouest, un abîme.

Les nationalistes demandent la restriction de l'immigration étrangère et anglaise et une énergie politique de transport qui rapproche les divers éléments du pays.

L'unification morale, politique et économique du Canada, c'est là notre seul et vrai devoir envers l'Empire ; et c'est un devoir beaucoup plus urgent que le "péril allemand". Pour longtemps encore, il exigera de tous les Canadiens un effort énorme.

## LA LANGUE FRANÇAISE ET L'AVENIR DU CANADA

Que les hommes d'Etat impériaux le sachent bien ! Le maintien des Canadiens-français avec leurs caractéristiques ethniques, le maintien de leur langue et sa libre diffusion à travers tout le pays, sont le seul moyen de conserver l'unité canadienne. Les ennemis du français, ceux qui cherchent à entraver son essor, sont les pires ennemis du Canada et de l'Empire.

## NOTRE IDEAL

L'idéal nationaliste, c'est la constitution d'une grande nation anglo-française qui, à raison de ses origines et de ses traditions, serait l'alliée naturelle de la France et de l'Angleterre et qui, sur le continent américain, servirait de contre-poids aux Etats-Unis anglo-saxons, à l'Amérique latine et peut-être allemande. C'est un rêve social légitime et plus réalisable que celui d'un grand tout anglo-saxon dominant le monde.

Sir George Paish, directeur du "Statist", et sir Albert Spicer, député, ont proposé un vote de remerciements à l'orateur, en exprimant des réserves.

M. Henri Bourassa passera une semaine encore en Angleterre et s'embarquera pour le continent vendredi prochain. Il assistera, à la mi-juillet, au grand congrès syndical chrétien de Belgique et fera la visite des écoles bilingues de Belgique et de Suisse. Il se rendra aussi en Alsace-Lorraine.